

Repères étrangers

1^{er} janvier - 31 mars 1989

PIERRE ASTIÉ et DOMINIQUE BREILLAT*

ALGÉRIE

23 février 1989 : Référendum constitutionnel. A la suite des événements sanglants d'octobre 1988, le plan de réformes engagé par le président Chadli Bendjedid vient à son terme avec le référendum constitutionnel du 23 février.

La première réforme constitutionnelle avait été adoptée par référendum le 3 novembre dernier. Elle instaurait un régime parlementaire, où le Premier ministre exerçait l'essentiel du pouvoir politique, aux lieu et place du Président de la République (*RE*, 49, 1989).

Ce second référendum pose les réformes suivantes : la durée du mandat présidentiel est ramenée de six à cinq ans ; un conseil constitutionnel est créé, et surtout le multipartisme est reconnu.

Il est ainsi mis fin au système du parti unique, consacré dans l'article premier de la Constitution du 19 novembre 1976.

Référendum du 23 février 1989 :

Inscrits	12 961 928
Votants	10 401 557 (80,24 %)
Suffrages exprimés	9 928 436
Nuls	473 119
Oui	7 290 760 (73,43 %)
Non	2 637 678 (26,57 %)

(*Le Monde*, 7 et 25 février 1989, ambassade d'Algérie).

ALLEMAGNE (République fédérale d'Allemagne)

29 janvier 1989 : Elections locales. Les élections à la chambre des députés de Berlin-Ouest ont entraîné un bouleversement de la vie politique susceptible d'avoir des répercussions sur le plan fédéral.

* Faculté de droit et des sciences sociales de l'Université de Poitiers.

Les chrétiens-démocrates ont perdu 14 sièges, tombant de 69 à 55, et leur allié libéral a été éliminé avec 3,9 % des suffrages (— 4,6 % par rapport à 1985). Le parti des républicains — extrême droite — fait son entrée au Parlement local, obtenant 11 sièges avec 7,5 % des suffrages.

Le Gouvernement est formé par une coalition entre les sociaux-démocrates (37,3 % et 55 sièges) et la liste alternative (11,8 % et 17 sièges) sous la direction de Manfred Momper.

On remarquera que ce Gouvernement comprend huit femmes et cinq hommes (*Le Monde*, 31 janvier 1989).

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

14 février 1989 : Droit de vote des étrangers. Par 149 voix contre 90 et 8 abstentions, le Parlement européen adopte une résolution demandant aux pays de la Communauté d'accorder le droit de vote aux élections locales pour tous les étrangers vivant et travaillant chez eux, qu'ils soient originaires de la Communauté ou de pays tiers (cf. *RE*, 48, 1989).

Plusieurs pays de la CEE ont déjà accordé un droit de vote aux étrangers. Au Danemark, tout étranger résidant depuis plus de trois ans a non seulement le droit de vote aux élections municipales, mais également le droit de se présenter. Même chose aux Pays-Bas, pour ceux qui y résident depuis plus de cinq ans.

En République fédérale d'Allemagne, les *Länder* de Hambourg et du Schleswig-Holstein viennent de modifier leur législation électorale locale en ce sens. Cela risque de poser un problème de compatibilité avec les articles 20 et 28 de la Loi fondamentale (*Le Monde*, 4 et 16 février 1989 ; *Die Zeit*, 10 février 1989).

ÉTATS-UNIS

20 janvier 1989 : Président, cabinet. George Herbert Walker Bush prête serment et devient le 41^e Président des États-Unis. Il est entouré d'un cabinet composé de 14 secrétaires, parmi lesquels 2 Hispaniques, 1 Noir, 1 femme (*Le Monde*, 19 janvier 1989 ; *Libération*, 21-22 janvier 1989).

Conformément à la Constitution, leur désignation doit être approuvée par le Sénat. Celui-ci s'est opposé à celle de M. John Tower en tant que secrétaire à la défense, par 53 voix contre 47, en raison d'éléments touchant sa vie privée. Il a, en revanche, approuvé à l'unanimité celle de M. Richard Cheney, choisi par le Président pour le remplacer (*Le Monde*, 11, 19-20 mars 1989).

10 février 1989 : Parti démocrate. Pour la première fois de l'histoire des États-Unis un Noir est élu à la tête du Parti démocrate. M. Ronald Brown, un proche de Jesse Jackson, est désigné à la présidence de la commission nationale démocrate, l'organe directeur du Parti démocrate (*Le Monde*, 12-13 février 1989).

JAPON

7 janvier 1989 : Empereur. Suite à une longue maladie, le 124^e Tenno (empereur du Japon), Hirohito, décède à l'âge de 87 ans après soixante-deux ans de règne. Le plus ancien chef d'Etat du Monde avait succédé à son père Yoshihito le 25 décembre 1926. Son fils, Akihito, âgé de 53 ans, le remplace (*Le Monde*, 8-9 janvier 1989).

MADAGASCAR

12 mars 1989 : Elections présidentielles. L'amiral Didier Ratsiraka, au pouvoir depuis le 15 juin 1975, est réélu Président de la République avec 62,6 % des suffrages.

Inscrits	5 836 167
Votants	4 745 445 (81,31 %)
Blancs et nuls	105 163 (2,20 -)
Suffrages exprimés	4 627 347

Amiral Didier Ratsiraka (Président sortant)	2 896 931 (62,6 %)
Manandafy Rakotonirina (MFM, parti du pouvoir prolétarien)	906 144 (19,58 -)
Marojama Razanabahiny (VONJY, social-démocrate)	686 665 (14,84 -)
Monja Jaona (MONIMA, nationaliste)	137 607 (2,97 -)
(résultats officiels)	

(*Le Monde*, 18 mars 1989, ambassade de Madagascar).

PARAGUAY

3 février 1989 : Coup d'Etat. Le plus ancien dictateur du monde, au pouvoir depuis le 4 mai 1954, le général Stroessner, âgé de soixante-seize ans, a été renversé par un soulèvement armé conduit par son ancien bras droit le général Andrés Rodriguez (*Le Monde*, 4 février 1989).

SUISSE

27 février 1989 : Gouvernement. Le Parlement helvétique, pour la première fois de son histoire, lève l'immunité d'un membre de l'Exécutif, Mme Elisabeth Kopp, qui avait dû démissionner de ses fonctions de chef du département de la justice et de la police, le 12 décembre 1988, en raison des informations fournies à son mari impliqué dans une affaire de narco-dollars.

En même temps, elle avait été contrainte de renoncer à ses fonctions

de vice-présidente de la Confédération qui l'aurait assurée de présider la Suisse en 1990.

Elle avait été la première femme à accéder au Conseil fédéral (*Le Monde*, 1^{er} mars 1989).

UNION SOVIÉTIQUE

26 mars 1989 : Elections au Congrès des députés du peuple. La première étape de la désignation du Soviet suprême, qui doit intervenir en mai 1989, a commencé par l'élection des 750 représentants de l'Union et des 750 représentants des Nationalités devant constituer, avec les 750 représentants élus par les organisations sociales, les 2 250 membres du Congrès des députés du peuple.

Ces élections ont revêtu pour la première fois un intérêt tout particulier avec la possibilité de candidatures multiples, donnant lieu à des résultats parfois défavorables à l'appareil du parti. L'élection de Boris Eltsine à Moscou en est l'illustration la plus connue.

Sur les 1 500 sièges à pourvoir, 1 264 l'ont été dès le premier tour.

L'Union soviétique, pratiquant le scrutin majoritaire uninominal à deux tours, le scrutin de ballottage aura lieu le 9 avril 1989 (*Le Monde*, 29 mars 1989 ; *Le Journal des élections*, mars-avril 1989).

YOUGOSLAVIE

19 janvier 1989 : Gouvernement. Suite à la démission de M. Branko Mikulic (*RE*, 49, 1989), M. Ante Markovic, croate, devient chef du Gouvernement yougoslave. Conséquence des difficultés politiques que connaît le pays, il lui faudra deux mois pour constituer son équipe (*Le Monde*, 21 janvier et 18 mars 1989).